



Annexe C – COUP D'ŒIL SUR LE MEXIQUE

Le Mexique est un pays qui est à la fois un voisin proche et une entité inconnue. La façon dont est perçu le plus grand pays de langue espagnole est, fait assez surprenant, bien dépassée. Cette impression est en général fondée sur la littérature et les films des années 1940. Il n'est donc pas étonnant de constater que cette impression, déjà assez douteuse à cette époque-là, est encore moins juste aujourd'hui.

Pendant longtemps, l'économie du Mexique était fermée et protectionniste, ce qui ne contribua guère à des activités d'exploration susceptibles de mettre le pays plus en vue. Les paroles de Porfirio Diaz, « Pauvre Mexique : si loin de Dieu, si proche des États-Unis » constituèrent pendant de nombreuses années une sorte de formule magique d'incantation visant à contrer ce que les Mexicains considéraient comme un empiétement continu sur leur souveraineté de la part de leur voisin le plus proche.

Le Mexique fut contraint, de façon spectaculaire, d'apporter des changements à son économie suite à la chute des prix du pétrole au début des années 1980. Cela avait été précédé d'une brève période d'expansion au cours de laquelle le Mexique commença à enregistrer une croissance réelle pour la première fois depuis des décennies. La récession de l'époque n'épargna pas le Mexique non plus. Alors, reconquérir une partie de la prospérité qui avait semblé si proche de se réaliser quelques années auparavant seulement, voilà ce qui donna un élan à la relance entreprise par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari élu en 1986.

C'est le gouvernement Salinas qui mena à terme les négociations qui permirent au Mexique d'adhérer au GATT, ce qui voulait dire accepter la discipline du GATT. Puis le Mexique introduisit toute une série de réformes fondamentales dans son économie. Le gouvernement renégocia sa dette extérieure, mit sur pied un Plan de développement national en vue de revigorer l'infrastructure nationale, et obtint un solide appui populaire de la part des milieux patronaux et ouvriers, ainsi que de la population en général, pour l'application de mesures volontaires visant à freiner